



Étincelles

RAPPORT D'ACTIVITÉS
2025-2026



TABLE DES MATIÈRES

2	MOT DE L'ÉQUIPE
4	PRÉSENTATION DU MCVI
5	— Notre Équipe
6	— La Collective
8	— Mission
	— Mandat
9	LA FONDATION DU MCVI
10	FAITS SAILLANTS
12	LES 8 CRITÈRES DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
18	ADMINISTRATION ET FINANCEMENT
20	PERSONNES REJOINTES PAR LE MCVI
22	VOLET AIDE DIRECTE
	— L'écoute téléphonique
	— Les services d'information et de référence
	— L'intervention individuelle
	— Le suivi de groupe
	— Le travail spécifique auprès des femmes immigrantes, réfugiées et sans statut (FIRSS)
32	PROJET « BINAM » PHILOLEXIA : À L'ACCUEIL DES ÉTRANGÈRES
34	LES SERVICES DE PRÉVENTION, DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION
42	LUTTE, MOBILISATION ET CONCERTATION
54	STATISTIQUES DES DEMANDES DE SERVICES ET ACTIVITÉS
57	VIE ASSOCIATIVE

Pour une
Société sans
Féminicides

VI
E
E
P

Pour une
Société sans
Féminicides



LISTE DES ACRONYMES



ADAQ : Accueil demandeurs d'asile du Québec

CA : Conseil d'administration

CQCTP : Coalition québécoise contre la traite humaine de personnes

CALACS : Centres d'aide et lutte contre les agressions à caractère sexuel

CCR : Conseil canadien pour les réfugiés

CLES : Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle

COMITÉ VOIE : Comité de vérification et observation intersectoriel des enquêtes en matière d'agression sexuelle

FIRSS : Femmes immigrantes, réfugiées et sans statut

FDO : Comité 8 mars de Femmes de diverses origines

IMA : Alliance internationale des migrants

IRCC : Immigration réfugiés et citoyenneté Canada

IWA : Alliance internationale des femmes

LAPVIC : Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement

TCRI : Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiés et immigrantes

TCRI : Comité femmes de la Table de concertation des organismes au service des personnes immigrantes et réfugiées

TCASM : Table de concertation sur les agressions à caractère sexuel de Montréal

TCJV : Table de concertation jeunesse de Villeray-Petite-Patrie

RAFSSS : Réseau d'action des femmes en santé et services sociaux

CFVF : Coalition féministe contre la violence faite aux femmes

RIOC : Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal

MOT DE L'ÉQUIPE



Chères lectrices, chers lecteurs,

C'est avec fierté, mais aussi avec une lucidité assumée, que l'équipe du MCVI vous présente le bilan de cette année 2025-2026 — une année de résistance, de reconstruction et de mobilisation, à l'image de ce que nous sommes : un organisme qui refuse de baisser les bras devant l'ampleur des violences faites aux femmes.

Cette année marque aussi 25 ans de lutte et de présence auprès des femmes migrantes, un jalon dont nous sommes profondément fières, tant ce travail demeure aussi essentiel qu'urgent. Grâce à une réorganisation stratégique de nos services et malgré des ressources humaines toujours limitées, nous avons réussi à réduire considérablement notre liste d'attente. Une victoire concrète, obtenue à force de créativité, de collaboration et de détermination collective.

Mais cette année a aussi été une traversée de tempêtes. Les travaux majeurs entrepris dans notre centre ont bouleversé notre quotidien, sans pour autant ébranler notre engagement envers les femmes qui nous font confiance. Sur le plan politique, les changements successifs aux lois d'immigration — notamment la Loi C-12 — sont venus alourdir davantage le fardeau déjà immense que portent les femmes migrantes et demandeuses d'asile, précarisant leur sécurité et leur accès à la justice.

Nous avons aussi choisi de ne pas rester silencieuses face au sous-financement chronique du milieu communautaire. C'est pourquoi le MCVI s'est joint au mouvement Le communautaire à boutte, aux côtés de centaines d'organismes exigeant, une fois pour toutes, la reconnaissance et le financement adéquat que mérite notre travail.

Sur le terrain, nous avons continué à tisser des liens de confiance essentiels — que ce soit avec les jeunes de la Maison des jeunes de Saint-Léonard, où nous avons été témoins d'une montée

préoccupante du discours masculiniste, ou à travers le projet Philoxenia, qui tire aujourd'hui à sa fin après avoir accompagné tant de femmes ayant perdu, ou étant en voie de perdre, leur statut. Notre voix a également résonné au-delà de nos frontières, alors que nous avons pris part à des assemblées internationales aux côtés de mouvements de femmes et de personnes migrantes du monde entier, convaincues que nos luttes locales et globales sont indissociables.

À travers chaque page de ce rapport, vous découvrirez le travail acharné d'une petite équipe qui refuse de renoncer : à l'écoute, à l'accompagnement, à la sensibilisation, et surtout, à la conviction profonde qu'un monde libéré de la violence sexuelle est possible.

Merci de prendre le temps de lire notre histoire de cette année.

Avec solidarité,

Rita Acosta, Vicky Zois, Cilia Barreiro,
Aneza Wahid, Paola Fonseca, Yinet Guerra, Maya Acosta, Cristina de La Lanza, Sophia Escobar et Melodie Aylwin

L'équipe des travailleuses du MCVI.



« Cette année marque aussi **25 ANS**
de lutte et de présence auprès des femmes
migrantes, un jalon dont nous sommes
profondément fières, tant ce travail demeure
aussi essentiel qu'urgent. »

PRÉSENTATION DU MCVI



Le Mouvement contre le viol et l'inceste (MCVI) est un centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) actif à Montréal depuis 1975.

Premier Centre d'aide pour femmes victimes de viol au Québec, impliqué dans la lutte contre les violences faites aux femmes, le MCVI appartient au mouvement d'action communautaire autonome.

Le soutien apporté aux survivantes depuis 50 ans est un accomplissement dont nous sommes fières. Au fil des ans, travailleuses et militantes ont amené sur la place publique des questions et des revendications visant l'élimination des violences sexuelles.



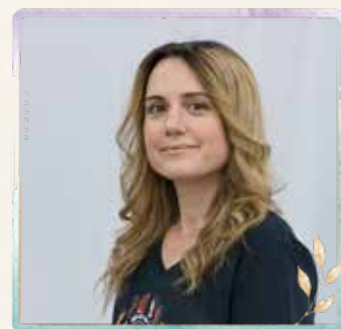
ÉQUIPE DU MOUVEMENT CONTRE LE VIOL ET L'INCESTE



Rita Acosta
Directrice MCVI
Chargée des Projets



Paola Fonseca
Adjointe à la direction
et aux finances



Vicky Zois
Coordonnatrice,
Volet Sensibilisation et
prévention



Cristina de La Lanza
Agente de liaison



Yinet Guerra
Adjointe aux
intervenantes



Maya Acosta
Coordonnatrice, Volet
Intervention et Supervision.
Chargée des Projets.
En congé de maternité



Melodie Aylwin
Intervenante
Psychosociale



Cilia Barreiro
Intervenante
Psychosociale



Aneza Wahid
Intervenante
Psychosociale



Sophia Escobar
Intervenante
Psychosociale

LA COLLECTIVE DU MOUVEMENT CONTRE LE VIOL ET L'INCESTE



La Collective du Mouvement contre le viol et l'inceste souhaite souligner l'apport précieux de l'équipe de travailleuses, des militantes et des bénévoles, qui ont, par leur engagement et leur conviction, contribué au succès de cette année.

RENCONTRES DE LA COLLECTIVE 2024-2025

Réunions régulières

2025

2025-08-24

2025-09-08

2025-10-09

2025-12-01

2026-01-12

2026-02-23

2026-03-23

2026-05-05

2026-06-22

2026-06-29

2026

L'assemblée générale a eu lieu le 7 octobre 2025 et elle a pu compter sur la présence de :

37
Personnes
présentes

153
Personnes
en ligne

pour un total de

190
personnes.



NADIA TIMOV
PRESIDENTE



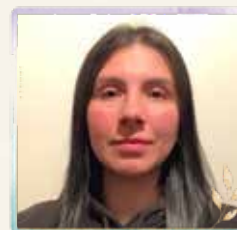
AMELIA MORENO
TRESORIERE



LÉA BLARD
ADMINISTRATRICE



LILIAN MERINO
ADMINISTRATRICE



ALEJANDRA PARDOMO
ADMINISTRATRICE

PARTENAIRES ET COLLABORATEURS

Le Mouvement contre le viol et l'inceste tient à souligner la contribution des partenaires et collaborateurs suivants:

Bailleurs de fonds

- Ministère de la Santé et des Services sociaux: Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC)
- Femmes et Égalité des genres Canada
- BINAM

Collaborateurs

- Carolyne Bouchard MacNeil
- Jeunesse au Soleil
- Petite valise rouge - Julie Zamparini
- La vie en Rose
- The Shoebox project



Militantes

et bénévoles:

Karen, Dennis, Alex,
Michael, Myriam,
Fernanda, Odalys,
Amelia, Myriam
Maherzi, Johanna,
Alejandra, Wilson

1480

heures
bénévolat

MISSION

Le MCVI émerge d'une conscience féministe de femmes de diverses origines qui reconnaissent les différentes formes d'oppression subies par les femmes. Notre mission est :

★ **De contrer** toute forme de violence sexuelle vécue par les femmes, violence qui résulte des rapports de pouvoir inégaux et de domination existant dans la société, rapports qui découlent de différentes sources d'oppression.

★ **De réaliser** un travail axé sur une approche féministe ayant à cœur l'appropriation du pouvoir par, pour et avec les femmes, et visant une transformation sur les plans structurel, juridique, économique et social.

★ **D'offrir** un espace inclusif aux femmes de la diversité, telles que les femmes immigrantes, les demandeuses d'asile, les femmes réfugiées et les femmes racialisées, autant dans les services offerts que dans la structure du MCVI, dans les lieux de délibération, de prise de décision et d'exercice du pouvoir.

MANDAT

Le mandat du MCVI est de :

★ **Accueillir et accompagner** directement les femmes qui ont subi des agressions sexuelles;

★ **Faire** de la prévention, de la sensibilisation et de l'éducation populaire auprès de la population sur les agressions;

★ **Promouvoir** les droits des femmes par l'action politique, la défense de droits, le réseautage, la création de liens de solidarité, l'accessibilité et l'équité entre toutes les femmes dans toutes les structures sociales.

LA FONDATION DU MCVI



Depuis 2003, *la Fondation du MCVI* a été mise sur pied afin de mieux répondre aux besoins financiers grandissants du Mouvement. Elle existe uniquement pour le Mouvement et elle fonctionne avec une équipe de bénévoles qui s'est donné le mandat d'élargir le financement de l'organisme et d'en diversifier les sources.



FAITS SAILLANTS

25 ANS

de lutte et de présence du MCVI
auprès des femmes migrantes

Liste d'attente réduite
délai de 3-4 mois

Projet de Femmes et Égalité de
genres sur la traite des femmes à
des fins d'exploitation sexuelle

Répercussions importantes de la
Loi C12 sur l'immigration dans la
vie des femmes migrantes

L'année a été marquée par
des travaux majeurs dans les
locaux du centre

Nouveau partenariat avec
la Maison des jeunes de
Saint-Léonard

Mobilisation dans le mouvement
« Le communautaire à boutte »
contre le sous-financement
chronique du milieu
communautaire

RÉSEAUX SOCIAUX



820

Abonnées
sur Facebook



702

Abonnées
sur Instagram



Pour se rebeller et
lutter, il n'est pas nécessaire
d'avoir des leaders, des caillots
des messies ni des conneries, pour
lutter, il suffit d'un peu de conscience,
un peu de dignité et de beaucoup
d'organisation.

MOUVEMENT CONTRE LE VIOL ET L'INCESTE

SOLIDARITE AVEC LES FEMMES DU MONDE ENTIER

8 MARS JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME
MARCH INTERNATIONAL WOMAN'S DAY
MARZO DIA INTERNACIONAL DE LA MUJER

LES 8 CRITÈRES DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME



1. LE MCVI EST UN ORGANISME SANS BUT LUCRATIF

Né en 1975 à Montréal de l'initiative de femmes de la base, le MCVI s'appuie sur une gouvernance et une gestion collectives qui privilégient la collaboration, la communication, la solidarité, le partage du pouvoir et la participation, dans un esprit de rapports égaux et horizontaux entre travailleuses et administratrices et les participantes.

3. VIE ASSOCIATIVE ET DÉMOCRATIQUE

La présence et l'engagement des membres du MCVI favorisent le rayonnement de l'organisme et de sa mission. Des bénévoles et des militantes sont présentes à l'appel pour prêter main forte aux actions du MCVI.

Nos actions reflètent l'implication de nos membres dans la vie associative démocratique du Mouvement.

- Nous avons tenu une assemblée générale.
- Nos états financiers ont été dûment vérifiés et approuvés.
- Nos membres ont formé des comités non officiels afin de venir en aide aux femmes nouvellement arrivées.

2. ENRACINEMENT DANS LA COMMUNAUTÉ

Le MCVI jouit d'une reconnaissance et d'une belle réputation au sein de la communauté grâce à son travail auprès des femmes ainsi qu'à ses partenariats avec divers organismes des quartiers de Villeray, Parc-Extension, Montréal-Nord et Côte-des-Neiges. La collective du MCVI, représentée par son conseil d'administration (CA), incarne et met de l'avant le principe d'inclusion des femmes issues de diverses origines. Ces liens avec d'autres organismes se traduisent concrètement par des actions communes et des partenariats. Le MCVI anime également des kiosques et des ateliers de sensibilisation dans les écoles du quartier, et rayonne à travers des activités destinées aux femmes de diverses origines ethnoculturelles.

4. ÊTRE AUTONOME ET LIBRE DE DÉTERMINER SA MISSION

La mission du MCVI a été conçue par et pour les femmes qui ont fondé l'organisme. Elle répond à un besoin qui demeure, encore aujourd'hui, criant dans la communauté. Nos actions s'exercent en toute autonomie, dans le respect du mandat que le MCVI s'est donné de venir en aide aux femmes victimes de violence sexuelle.

Un lien étroit unit les services offerts par le MCVI aux femmes et le réseau des différentes tables communautaires. Cette collaboration se déploie tant autour de la défense des droits des femmes qu'en fonction des besoins de base qu'elles expriment.

5. AVOIR ÉTÉ CONSTITUÉ À L'INITIATIVE DES GENS DE LA COMMUNAUTÉ

Les violences sexuelles envers les femmes ont été et continuent d'être au centre des initiatives et des mobilisations du MCVI. Son approche féministe, radicale et migrante, est une réponse nécessaire et différente de celle offerte par les services publics.

Premier CALACS à Montréal créé par des femmes révoltées, en réaction aux injustices sociales et institutionnelles vécues par les femmes, le MCVI est porté par une histoire entièrement vouée à la lutte contre toute forme de violence sexuelle envers les femmes.

7. TRANSFORMATION SOCIALE

La défense des droits de nos participantes traverse l'ensemble de nos trois volets d'action: intervention, sensibilisation/prévention, ainsi que défense des droits et concertation. Nous répondons ainsi aux besoins de la communauté visée par notre mission. Face aux dénonciations et allégations d'agression sexuelle qui se multiplient, notre organisme participe quotidiennement à des actions collectives à caractère politique, dans l'objectif d'une véritable prise en compte de nos revendications et d'une justice sociale toujours plus grande.

6. ÊTRE DIRIGÉ PAR UN CA INDÉPENDANT DU RÉSEAU PUBLIC

Le CA est élu démocratiquement, et sa composition reflète fidèlement la communauté que dessert le MCVI. Toutes les membres du CA se réunissent en dehors des heures de travail, sur une base entièrement bénévole.

Au cours de l'année 2025-2026, dix rencontres se sont tenues en mode virtuel. À celles-ci se sont ajoutées les rencontres du comité Ressources humaines, dans le cadre desquelles des membres de la Collective ont collaboré à l'embauche et à l'évaluation de nouvelles travailleuses.

8. PRATIQUES CITOYENNES ET APPROCHES LARGES AXÉES SUR LA GLOBALITÉ DES SITUATIONS PROBLÉMATIQUES ABORDÉES

Le MCVI est reconnu dans la communauté grâce à ses différentes actions de concertation avec d'autres organismes, ainsi que par l'entremise de son CA, qui représente la communauté visée par sa mission.

Une grande mobilisation a eu lieu cette année face aux politiques de financement gouvernemental. Le financement destiné aux organismes communautaires étant réduit, les demandes de services se font de plus en plus criantes, et les travailleurs et travailleuses en ont assez. C'est dans ce contexte qu'est né Le communautaire à boutte. Depuis des mois, des actions sont coordonnées, et le MCVI est présent dans cette lutte. Ce qui est demandé, c'est la reconnaissance, le financement adéquat et le respect que mérite notre rôle dans la société.

Pour le MCVI, il devient impératif d'obtenir une reconnaissance du travail accompli par une petite équipe de travailleuses. Au-delà des enjeux territoriaux liés à la violence sexuelle et à l'augmentation des féminicides, nous faisons face aux enjeux particuliers que posent les nouvelles lois d'immigration, lesquelles ignorent la souffrance des femmes qui demandent refuge au Canada.



TRANSFORMATION SOCIALE

La défense des droits de nos participantes traverse l'ensemble de nos trois volets d'action: intervention, sensibilisation/prévention, ainsi que défense des droits et concertation. Nous répondons ainsi aux besoins de la communauté visée par notre mission. Face aux dénonciations et allégations d'agression sexuelle qui se multiplient, notre organisme participe quotidiennement à des actions collectives à caractère politique, dans l'objectif d'une véritable prise en compte de nos revendications et d'une justice sociale toujours plus grande.

PRATIQUES CITOYENNES ET APPROCHES LARGES AXÉES SUR LA GLOBALITÉ DES SITUATIONS PROBLÉMATIQUES ABORDÉES

Le MCVI a pris part à la grève des organismes communautaires « Le communautaire à boutte », afin, entre autres, de faire reconnaître le rôle essentiel du milieu communautaire et d'obtenir un financement adéquat. Nous ne demandons pas la charité : nous exigeons ce qui nous revient de droit.

Les revendications de ce mouvement sont claires :

- des conditions de travail décentes pour les travailleuses et travailleurs du communautaire;
- un financement suffisant, à la hauteur de nos missions;
- une reconnaissance pleine et entière des organismes communautaires;
- la protection de notre autonomie et la fin du financement précaire;
- un investissement réel dans le modèle communautaire, reconnu comme pilier stratégique de la société.



*Nous ne demandons pas la charité :
nous exigeons ce qui nous
revient de droit.*



ADMINISTRATION ET FINANCEMENT

Le financement accordé par le Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC) nous permet de prioriser la Mission globale du MCVI.

En septembre 2025, malgré un personnel toujours réduit, le MCVI a mis en place un plan stratégique avec l'appui de Lise Moisan, consultante en développement organisationnel, afin de structurer notre travail pour les neuf mois suivants, soit d'octobre 2025 à juin 2026. Ce plan a considérablement harmonisé le travail d'équipe et renforcé l'efficacité individuelle — une preuve que, même à ressources réduites, la mobilisation et l'organisation collective permettent de dépasser les objectifs fixés en matière de demandes de services.

Les activités suivantes font partie du suivi administratif exercé par l'organisme et ses travailleuses

- Coordination des activités et services
- Gestion et administration des fonds versés à l'organisme
- Préparation des différents rapports : demandes de subvention, rapports financiers et gouvernementaux, gestion des dons, etc.
- Autofinancement et recherche de fonds par des campagnes de levée de fonds
- Maison : entretien des locaux intérieur et extérieur
- Ajout et entretien de la salle Phoenix



FINANCEMENT ET AUTOFINANCEMENT

Le financement ainsi que l'autofinancement représentent un grand défi pour le MCVI. La demande d'un rehaussement du financement à la mission, malgré plusieurs tentatives, n'a pas été accordée, ce qui se traduit par un empêchement à l'embauche de nouveau personnel. L'argent se fait de plus en plus rare et les contraintes administratives, stratégiques et humaines se multiplient.

Il y a une concurrence élevée entre les organismes qui cherchent du financement des mêmes bailleurs de fonds. Les bailleurs demandent souvent des projets très « cadrés » (indicateurs, rapports, impact mesurable), ce qui peut exclure certaines actions plus flexibles ou innovantes. Et il peut s'écouler plusieurs mois entre la soumission d'un dossier et la réception des fonds, ce qui crée des trous de trésorerie.

La recherche de financement, qu'il soit d'ordre public ou privé, nécessite un investissement considérable de temps et beaucoup d'imagination. Le MCVI organise annuellement une campagne de sollicitation publique en contactant autant d'individuEs, d'entreprises privées, de fondations, de fonds d'employéEs, de syndicats que de congrégations religieuses. Le but consiste à obtenir des dons en espèces ou en matériel.

Le MCVI organise annuellement une campagne de sollicitation publique. Le but consiste à obtenir des dons en espèces ou en matériel.



FORMATION ET CO-DÉVELOPPEMENT

Par souci de contribuer à la formation continue de l'équipe et d'être au fait des développements récents en matière d'intervention, de sensibilisation et d'enjeux liés à la violence sexuelle, le MCVI offre des opportunités de formation à ses employées tout au long de l'année. Dont plusieurs formations à l'interne pour les nouvelles travailleuses. Notamment, l'équipe a assisté aux formations et conférences suivantes :

- Understanding features of trauma: the importance of in-depth trauma screening instruments
- Trauma Recovery: Processing Guilt and Shame Webinar
- Impacts du projet de loi C-12
- 2026 Global Forum Schedule – Stakeholder Debriefing
- The Tort of Intimate Partner Violence (IPV) in Canada: The Supreme Court's Landmark Ruling in Ahluwalia v. Ahluwalia, and What it Means for Survivors of IPV
- Criminalization and Survivorship: Strengthening GBV-sector Responses to Criminalization, Coercive Control, and Litigation Abuse in Canada

PERSONNES REJOINTES PAR LE MCVI



Le MCVI rejoint un large éventail de personnes, qui s'adressent à l'organisme pour des besoins variés liés à la violence sexuelle, à l'accompagnement, à l'information ou à la référence. Le portrait suivant présente les principaux groupes desservis par l'organisme.

LES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE

Soit des adultes ou des adolescentes qui ont subi une agression sexuelle, récente ou dans le passé, ou des survivantes d'inceste, ou des femmes agressées sexuellement et vivant des difficultés de santé mentale.

LES MÈRES D'ENFANTS VICTIMES D'INCESTE OU D'AGRESSION SEXUELLE

Soit des mères, dont le conjoint actuel ou passé est l'agresseur, des mères d'enfants victimes d'un proche de la famille (oncle, grand-père, ami de la famille), des mères d'enfants victimes d'un inconnu.

LES FEMMES IMMIGRANTES ET DEMANDEURES D'ASILE

Soit des femmes ayant subi un viol dans leurs pays, des femmes fuyant les mutilations sexuelles, des femmes agressées sexuellement durant leur parcours migratoire, des réfugiées de guerre ou ayant subi de la torture, des immigrantes victimes de viol ou d'inceste, ou des femmes victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle.

LES FEMMES VICTIMES DE LA TRAITE A DES FINS D'EXPLOITATION SEXUELLE

Soit des femmes ayant vécu ou étant à risque de vivre des situations de traite, d'exploitation sexuelle ou de contrôle par des réseaux de trafiquants et de proxénètes. Leur parcours est souvent marqué par des violences multiples, des menaces, l'isolement, la précarité migratoire et de nombreux obstacles à la sécurité, à la justice et à la reconstruction.

LES PERSONNES PROCHES DE VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE

Soit des parents, des conjoints ou conjointes, des personnes amies.



LES INTERVENANTES ET INTERVENANTS DU RESEAU DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX,

des hôpitaux, CLSC, centres jeunesse et autres institutions qui sont en contact avec des femmes victimes de violence sexuelle ou avec des mères d'enfants victimes d'agression sexuelle.

DU RESEAU D'ENTRAIDE AUX FEMMES VIOLENTEES,

soit les maisons d'hébergement, les centres de femmes, les groupes communautaires et les services qui rejoignent des femmes et qui œuvrent dans les domaines de la santé, du logement, de l'éducation, du dépannage alimentaire, etc.

DU RESEAU DU SYSTEME JUDICIAIRE,

des services d'indemnisation aux victimes d'actes criminels (IVAC) et d'assistance juridique, soit les agents et agentes de la police, les procureurs et procureures de la Couronne, les avocats et avocates, les agents et agentes d'indemnisation, les CAVAC, etc.

DU RESEAU SCOLAIRE,

soit tout le personnel scolaire.

DU RESEAU DES ORGANISMES QUI TRAVAILLENT AVEC DES NOUVEAUX ARRIVANTS, DES REFUGIES ET DES PERSONNES SANS STATUT

LES CHERCHEUSES ET CHERCHEURS

Soit des universitaires qui effectuent des recherches ou qui produisent des études statistiques, ou des étudiants ou étudiantes qui réalisent des travaux de niveau collégial ou universitaire.

« L'année a été marquée par une augmentation des demandes de services provenant de diverses régions du Québec. Le MCVI tente d'offrir une réponse adaptée en orientant les femmes vers les ressources disponibles dans leur région. Toutefois, les ressources spécialisées demeurent limitées à l'extérieur des grands centres, et les connaissances sur les violences sexuelles — particulièrement sur la traite des femmes à des fins d'exploitation sexuelle — restent encore insuffisantes. »

A horizontal, irregular watercolor splash graphic in shades of purple, blue, and teal, serving as a background for the text.

VOLET AIDE DIRECTE

VOLET AIDE DIRECTE



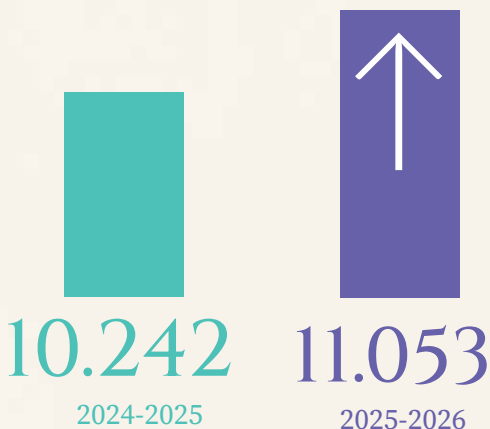
Le volet Aide et soutien aux femmes comprend quatre grands services : l'écoute téléphonique ainsi que l'information et la référence ; l'intervention individuelle, incluant le suivi à moyen terme ; le suivi de groupe ; et d'autres formes d'aide et d'accompagnement, notamment les accompagnements dans le processus judiciaire et les audiences auprès des femmes demandeuses d'asile.



L'ÉCOUTE TÉLÉPHONIQUE

L'écoute téléphonique constitue souvent le premier contact avec le MCVI. Elle permet à l'intervenante d'accueillir la demande, d'effectuer une première évaluation de la situation et d'offrir un soutien émotif aux femmes victimes de violence sexuelle ainsi qu'à leurs proches. Ce service permet également de transmettre de l'information de première nécessité, d'orienter les personnes vers les ressources appropriées et, lorsque la situation le requiert, de proposer un rendez-vous.

Nombre d'appels reçus



LES SERVICES D'INFORMATION ET DE RÉFÉRENCE :

- Information relative aux services offerts au MCVI et la manière d'accéder à ces services
- Information relative aux mesures d'urgence médicale à entreprendre ou au suivi médical approprié à la situation
- Information relative à l'aspect légal et judiciaire et la référence vers des lieux appropriés
- Information aux intervenants et intervenantes qui travaillent auprès des femmes issues de diverses communautés ethnoculturelles
- Référence vers les différents réseaux d'entraide, les maisons d'hébergement, les autres centres d'aide à Montréal ou en région
- Référence vers différents réseaux travaillant avec une clientèle immigrante

L'INTERVENTION INDIVIDUELLE

Le MCVI offre aux femmes des services d'intervention psychosociale complets, centrés sur leur reconstruction, en tenant compte tant de leurs besoins immédiats (urgence) que de leurs besoins à long terme (guérison et autonomie).

Cette année, nos équipes ont fait face à des situations d'une complexité inédite.

Pour les femmes migrantes, les changements constants des lois de l'immigration accentuent grandement leur vulnérabilité. Arrivées ici avec l'espoir de reconstruire leur vie, plusieurs portent de lourds traumatismes tout en ignorant leurs droits et les procédures d'immigration. Isolement, peur de l'expulsion : ces femmes se retrouvent

exposées à l'exploitation au travail, à la violence conjugale et à la traite de personnes. Dans les cas les plus graves, nous intervenons en urgence pour protéger celles à risque de féminicide, en collaboration avec des organismes spécialisés (LAFU, SOS Violence Conjugale, Maison L'Escale pour elle). Notre partenariat avec Rebâtir leur permet aussi de mieux comprendre leurs droits et d'obtenir des conseils juridiques adaptés.

Pour l'ensemble des femmes que nous accompagnons, nous observons une hausse marquée des demandes d'accompagnement juridique et d'aide pour les formulaires IVAC, le CAVAC ayant cessé d'offrir ce service. Nos intervenantes se retrouvent ainsi en première ligne pour combler ce vide essentiel.

Enfin, les rapports de suivi rédigés par nos intervenantes jouent un rôle déterminant : ils permettent aux autorités de l'immigration de saisir pleinement les violences vécues par les femmes migrantes, le chemin parcouru pour se protéger elles-mêmes et leurs enfants, ainsi que le processus de guérison amorcé grâce à nos services. Ces rapports sont aujourd'hui devenus des preuves décisives pour appuyer leurs démarches d'immigration.

Les services offerts :

Accueil

- Ligne d'écoute (téléphone, courriel, chat, WhatsApp) pour soutien et orientation rapide;
- Accueil d'urgence (évaluation et référence à de l'hébergement temporaire);
- Accompagnement dans les démarches policières et médicales (avec une intervenante);
- Mesures de protection (ex. : accompagnement pour déposer une plainte).

Soutien psychosocial et émotionnel

- Évaluation psychosociale initiale pour identifier le niveau de détresse et les besoins spécifiques.

- Suivi individuel (des intervenantes formées, avec une expérience solide des violences sexuelles et de leurs séquelles).
- Groupes d'accompagnement favorisant le soutien, la solidarité et la compréhension de la violence vécue, dans une optique d'autonomisation et pour rompre l'isolement.
- Approches adaptées aux blessures vécues (intervention axée sur les séquelles psychologiques, approche féministe, approche MCVI migrant...).
- Accompagnement social et pratique
- Aide pour démarches administratives (références pour les prestations sociales, documents liés à la demande d'asile).
- Soutien matériel (nourriture, vêtements, produits d'hygiène si nécessaire).
- Accompagnement juridique
- Information sur les droits (plainte, procédure judiciaire, indemnisation).
- Aide pour la rédaction et dépôt de plainte.
- Assistance et accompagnement sociojuridique gratuit avec Rebâtir (avocat spécialisé).
- Préparation émotionnelle pour le tribunal (simulations, accompagnement le jour des audiences ou auprès des procureurs)

Les travailleuses interviennent en situation de crise et offrent du counseling à court terme, ce qui consiste en rencontres individuelles destinées à résoudre des problèmes immédiats et urgents, comme s'assurer que la personne est en sécurité.

De plus, l'intervenante soutient la personne dans ses démarches judiciaires, comme pour le dépôt d'une plainte, qui peut s'effectuer dans les bureaux du MCVI, et pour le suivi de cette plainte. On accompagne la femme à la Cour lors de l'enquête préliminaire, des rencontres ou des échanges avec les procureures ou procureurs, ou lors du procès. On l'aide ensuite à compléter les demandes d'indemnisation auprès de l'IVAC.

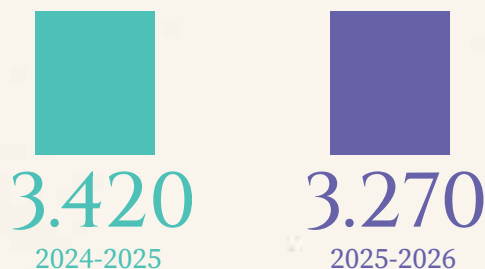
Enfin, ce type d'intervention prévoit l'accompagnement des femmes demandeuses d'asile tout au long de leur processus d'immigration et auprès de la Cour fédérale d'immigration, pour s'assurer que la situation de violence sexuelle soit prise en compte.

Le « suivi individuel à moyen terme » succède généralement à l'intervention dite de crise. Il s'agit de rencontres, habituellement hebdomadaires ou bimensuelles, qui permettent aux femmes d'acquérir des outils qui vont faciliter la reprise de pouvoir et le contrôle de leur vie.

 ***Le « suivi individuel à moyen terme » succède généralement à l'intervention dite de crise. Il s'agit de rencontres, habituellement hebdomadaires ou bimensuelles, qui permettent aux femmes d'acquérir des outils qui vont faciliter la reprise de pouvoir et le contrôle de leur vie.***



Heures d'intervention individuelle



Au cours de l'année 2025-2026, 3270 heures d'intervention individuelle ont été réalisées.

- Cent (100) heures d'intervention ont été consacrées à l'accompagnement de femmes lors d'une enquête préliminaire ou d'un procès au criminel.
- 124 heures d'accompagnement à la Cour fédérale d'immigration pour des femmes demandeuses d'asile au Canada ont été notées.
- Enfin, se sont ajoutées 229 heures pour la rédaction des rapports.

Le MCVI avait pris la décision de réduire les accompagnements en immigration ainsi que réduire les rapports offerts aux femmes. Malgré cette décision, les travailleuses du MCVI ont demandé de continuer à offrir de l'accompagnement aux femmes et de fournir un rapport ou lettre d'attestation. Cette décision unanime de l'équipe a été prise par le manque de ressources qui font ce genre d'accompagnement aux femmes, les rapports psychosociaux faisant une grande différence dans le dépôt des preuves auprès de la Commission d'immigration.

La formule de réduire les interventions individuelles afin de prioriser les interventions de groupe, et ce dans le but de réduire la liste d'attente, initiative qui s'est avérée d'un grand succès car le MCVI a réussi à maintenir une liste d'attente raisonnable et un délai de 3-4 mois. Au 30 juin 2026 nous comptons sur 57 femmes en attente. Les demandes d'urgence continuent à la hausse ainsi que des cas de traite. En réaction, le MCVI a donc modifié son plan : après trois rencontres

individuelles de type urgence, la personne rejoint un groupe.

Le besoin d'hébergement pour les victimes d'agression sexuelle a continué à se manifester tout au long de l'année. Un besoin encore plus évident pour les victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle.

LE SUIVI DE GROUPE

Ce type de suivi vise à contrer les conséquences profondes de la violence sexuelle et de la victimisation intégrée en favorisant, cette fois, une reprise de pouvoir qui se construit collectivement plutôt qu'en solitaire. Là où l'intervention individuelle permet un accompagnement personnalisé et intime, le travail de groupe offre quelque chose de complémentaire et d'irremplaçable : la force du témoignage partagé et la puissance de se savoir accompagnée par d'autres femmes qui comprennent, sans avoir à tout expliquer, ce que signifie porter ce vécu.

Dans un climat et un lieu sécuritaires, ce processus collectif brise l'isolement et le silence en offrant aux femmes un espace où leur parole résonne dans celle des autres. Les échanges qui s'y déploient tissent des liens de solidarité durables, transformant des expériences vécues individuellement en une force partagée. Ce que l'intervention individuelle aborde en tête-à-tête, le groupe le multiplie : chaque femme devient à la fois témoin et miroir pour les autres, et la guérison de l'une nourrit celle de toutes.

Le travail en groupe permet également de démystifier collectivement les messages sociaux et familiaux entourant les agressions subies — ces discours de culpabilisation ou de silence que chaque femme, seule, aurait pu croire n'appartenir qu'à elle. En les nommant ensemble, les participantes réalisent qu'elles ne sont pas seules à les avoir portés, ce qui allège le poids individuel de la honte et redistribue, en quelque sorte, la charge émotionnelle entre toutes.

Ce changement se manifeste concrètement dans le vécu des femmes : une participante qui, en suivi individuel, avait longtemps cru être seule responsable de son silence après son agression,

découvre en groupe que d'autres femmes ont porté exactement la même culpabilité injustifiée. Entendre une autre nommer tout haut ce qu'elle-même n'osait formuler agit comme un déclic — la honte, jusque-là vécue comme une faille personnelle, se révèle être un fardeau collectif imposé de l'extérieur. C'est précisément cette dimension collective — impossible à reproduire en suivi individuel — qui fait du groupe un lieu de guérison à part entière, où la résilience de chacune devient un appui pour celle des autres.

*1,836 heures de groupe
ont été réalisées durant
l'année.*



LE TRAVAIL SPÉCIFIQUE AUPRÈS DES FEMMES IMMIGRANTES, RÉFUGIÉES ET SANS STATUT (FIRSS)

Les appels à l'aide de la part de FIRSS ne cessent de s'accroître

En 2025-2026 nous avons reçu 120 de nouvelles demandes de femmes migrantes. Ceci comprend :

93 femmes demandeuses d'asile
20 Femmes sans statut
7 femmes permis d'étudiantes

Le travail d'intervention auprès des femmes migrantes, demandeuses d'asile, femmes sans statut ou victimes de traite à des fins d'exploitation sexuelle et de travail forcé exige une approche spécifique, à la croisée de plusieurs réalités souvent indissociables les unes des autres. Ces femmes vivent simultanément les séquelles d'agressions sexuelles et les incertitudes, voire les dangers, liés à leur statut migratoire — deux dimensions qui s'entrelacent et se renforcent mutuellement, et qu'il est impossible de traiter en vase clos.

Concrètement, cela signifie que nos intervenantes doivent :

- Évaluer le risque immédiat lié à la précarité du statut (peur de la dénonciation, dépendance envers un conjoint, un employeur ou un réseau de traite, menace d'expulsion), tout en offrant un espace sécuritaire pour nommer les violences sexuelles vécues, souvent tues par honte, méfiance envers les institutions ou crainte de représailles.
- Décoder les mécanismes de contrôle et d'exploitation propres à la traite des personnes — confiscation de documents, dettes fabriquées, isolement linguistique et social, menaces envers la famille restée au pays — qui exposent ces femmes à un cumul de vulnérabilités et complexifient l'intervention post-agression.
- Accompagner les démarches d'immigration en parallèle du travail de reconstruction

psychosociale, en documentant avec justesse et sensibilité les violences subies, dans une perspective qui alimente à la fois le processus de guérison et les procédures légales (demande d'asile, permis de séjour temporaire pour victimes de traite, CAVAC, IVAC).

- Naviguer avec les femmes dans un système juridique et administratif souvent hostile ou incompréhensible, en leur donnant accès à une information claire sur leurs droits, indépendamment de leur statut, et en assurant des liens avec des ressources spécialisées (Rebâtir, LAFU, SOS Violence conjugale, organismes en immigration).
- Adapter le rythme et la posture d'intervention à la réalité migratoire, en reconnaissant que la confiance se construit différemment lorsque la peur institutionnelle, la barrière de la langue ou le choc culturel s'ajoutent au traumatisme vécu.
- Ce travail exige donc une double expertise — en violence sexuelle et en enjeux migratoires — ainsi qu'une vigilance constante face aux façons dont ces réalités s'additionnent pour fragiliser davantage les femmes que nous accompagnons.

Le travail auprès des victimes de la traite exige une double expertise : violence sexuelle, enjeux migratoires et veiller à la sécurité des femmes

Des défis importants sont relevés tout au long de l'accompagnement de femmes immigrantes:

- Les barrières linguistiques demeurent un défi important pour plusieurs femmes nouvellement arrivées, notamment certaines femmes originaires d'Asie du Sud. La difficulté à communiquer en français ou en anglais les rend plus vulnérables à la désinformation, aux fraudes et à l'exploitation financière.
- Malgré les séances d'information, l'accompagnement et les mises en garde offertes par le MCVI, certaines femmes continuent de faire confiance à des personnes de leur entourage ou de leur communauté qui profitent de leur vulnérabilité, ce qui complique les démarches d'intervention et de prévention.
- Le lien de confiance établi avec des membres de leur réseau social ou communautaire peut parfois être plus fort que les conseils des intervenantes, ce qui rend les changements de comportements plus difficiles à long terme.

RAPPORTS PSYCHOSOCIAUX : UN OUTIL MAJEUR POUR LA DÉFENSE DES DROITS HUMAINS DES FEMMES

Depuis plusieurs années, le MCVI rédige des rapports psychosociaux destinés aux femmes demandeuses d'asile — un travail aujourd'hui pleinement reconnu par la Commission de l'immigration, qui les accepte comme une preuve à part entière dans le dossier de chaque femme.

Bien plus qu'un simple document d'accompagnement, ces rapports donnent à voir la réalité intime des femmes : leur état émotionnel, les traces physiques et psychologiques laissées par la violence vécue, mais aussi les rouages systémiques qui la rendent possible — banalisation de la violence sexuelle, impunité généralisée, absence de protection étatique dans leur pays d'origine. Ce faisant, ils deviennent un véritable levier de défense des droits humains des femmes.



Ce travail, minutieux et exigeant, repose entièrement sur les intervenantes du MCVI, dont les rapports sont attendus avec autant d'espoir par les femmes elles-mêmes que par les avocat·es qui les représentent. Chaque document demande des heures de recherche approfondie sur les réalités propres à chaque pays, puis autant d'heures encore pour tisser ensemble les fils de l'évolution psychosociale de chaque femme.

La tâche se corse davantage lorsque les informations nécessaires sont volontairement occultées — y compris dans les rapports officiels des États concernés. Il faut alors persévérer, creuser, pour révéler ce que des systèmes oppressifs cherchent à garder dans l'ombre : l'effacement subtil, mais constant, des femmes.

Au-delà des violences documentées, ces rapports racontent aussi une autre histoire — celle des obstacles systémiques que les femmes doivent encore affronter une fois arrivées au Canada, et celle, trop souvent invisibilisée, de leur force, de leur détermination et de leur résilience.

Le temps investi dans la rédaction de ces attestations est considérable, mais son impact ne fait aucun doute : ces rapports permettent aux commissaires de saisir pleinement le parcours des femmes et de leurs enfants, la violence et l'oppression qu'elles ont traversées, et tout ce qu'elles ont dû déployer, simplement, pour survivre.

STATISTIQUES DES DEMANDES DE SERVICES ET ACTIVITÉS

— 1^{ER} JUILLET 2025 AU 30 JUIN 2026

Nombre
total d'appels
reçus par les
différents
services

11053
appels

Nouvelles
demandes
de service

209
*nouvelles
demandes*

342 *Femmes*

ayant bénéficié de
services directs

Accompagnement
cour d'immigration
(les heures
consacrées aux
rapports sont inclus)

453
heures

Intervention
individuelle

3270
heures

1836
heures

Intervention groupe

3 Groupes
FIRSS

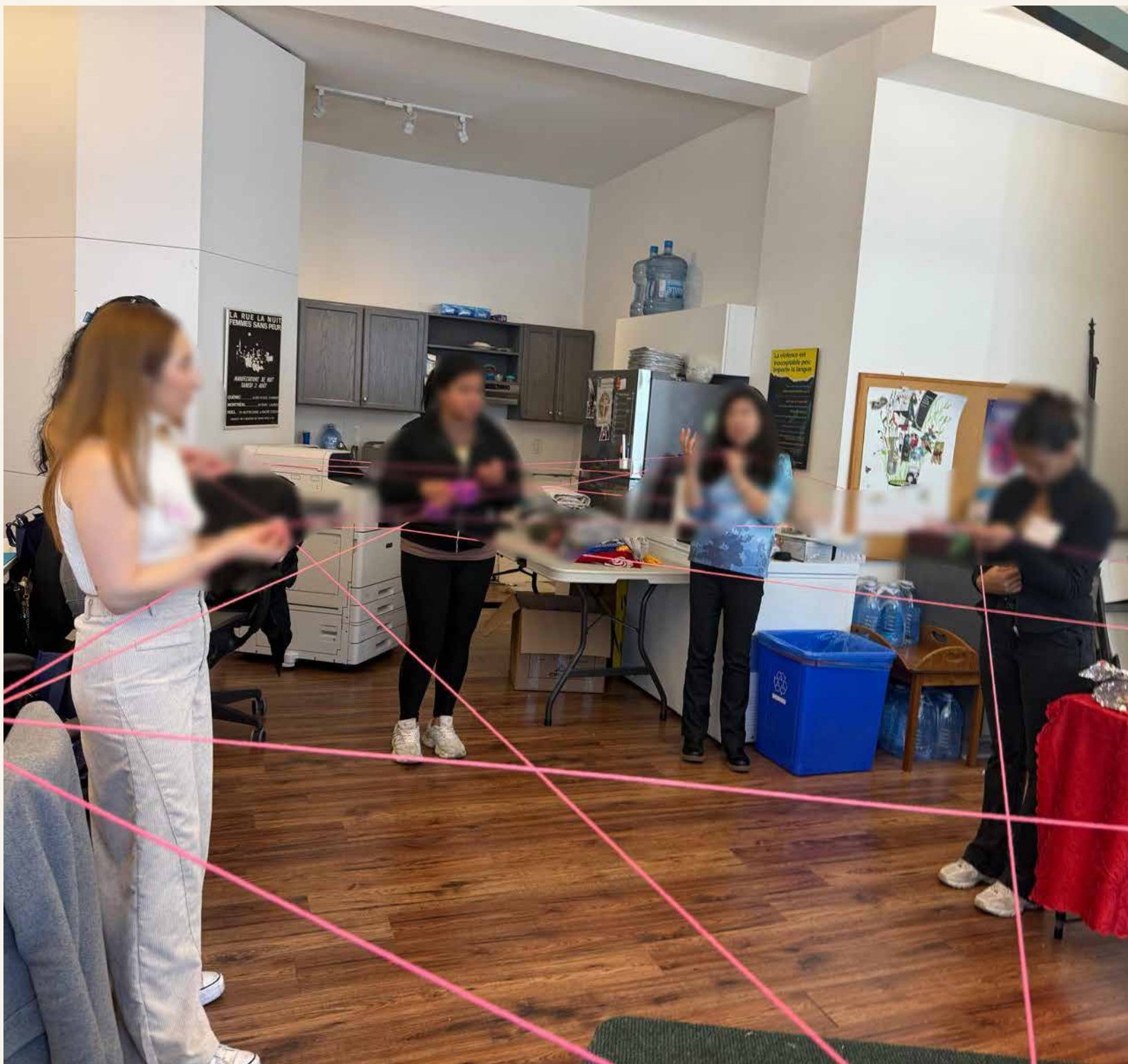
3 Groupes
Multi francophone

1 Groupe
multi-Anglophone

2 Groupes FSS

11 Cafés 3D

2 Groupes (comprendre
la demande d'asile)



PROJET « BINAM » PHILOLEXIA : À L'ACCUEIL DES ÉTRANGÈRES

Le projet subventionné par le programme du BINAM tire à sa fin. Le projet « Philoxenia : le MCVI à l'accueil des étrangères » vise un accompagnement à la fois psychosocial, judiciaire et en immigration, ainsi que la prévention et la formation auprès des participantes ciblées par ce projet. Les femmes visées par ce projet sont celles ayant perdu leur statut, ou étant en voie de le perdre.

Des groupes, des cafés-discussion informant les femmes sur les différents enjeux liés à l'immigration et au système de justice, des interventions individuelles, ainsi que de l'accompagnement dans les démarches judiciaires et d'immigration ont été offerts.



11 Cafés 3D

143
FEMMES
REJOINTES

CAFÉ-3D – DÎNER-DISCUSSION-DROITS

Dans le cadre du projet BINAM, les Cafés 3D organisés cette année autour des droits en matière d'immigration, de droit civil et de violence conjugale ont eu, pour les participantes, une portée véritablement transformatrice. En leur offrant un accès direct à une information vulgarisée, ces espaces d'échange leur ont permis de prendre pleinement conscience de leurs droits fondamentaux au Québec. Ainsi outillées, ces femmes ont pu se défaire du sentiment d'impuissance qui les habitait et entreprendre, ou faire progresser avec assurance, leurs démarches juridiques. Qu'il s'agisse de régulariser leur statut d'immigration, de s'orienter au sein des procédures civiles (séparation, garde d'enfants) ou d'entamer des recours au criminel pour dénoncer les violences subies, ces rencontres se sont révélées être le point de départ d'une véritable reprise de pouvoir sur leur vie et leur sécurité.



A decorative watercolor cloud graphic in shades of purple, blue, and teal, serving as a background for the title text.

LES SERVICES DE PRÉVENTION, DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION



MOUVEMENT CONTRE LE VIOL ET L'INCESTE



NIVEAU 1

LOCAUX 1300 à 1399

- ← cuisine
- ← ateliers
- alimentation
- dessin
- arts plastiques
- 2^{ème} cycle
- hydrothermie
- électrotechnique
- construction
- ← ascenseur
- cafétéria



LES SERVICES DE PRÉVENTION, DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION

La prévention et la sensibilisation auprès de membres de différents groupes sociaux, communautaires et scolaires constituent des outils essentiels pour prévenir la violence sexuelle. Ces leviers sont d'autant plus efficaces lorsqu'ils sont adaptés au contexte culturel, linguistique et social des groupes visés.

Pour les femmes migrantes ou demandeuses d'asile en contexte de violence sexuelle, ces actions sont d'autant plus efficaces lorsqu'elles incluent une diversité d'approches :

- **Communautaire** : ateliers dans les centres communautaires, associations culturelles, lieux de culte ou espaces de rencontre informels.
- **Scolaire** : programmes éducatifs dans les écoles, cégeps et universités.
- **Milieus de travail** : formation du personnel sur le harcèlement sexuel, les recours possibles et la prévention.

Un fait marquant de l'année a été le développement de notre partenariat avec la Maison des jeunes de Saint-Léonard. Bien que nous n'y soyons présentes qu'une à deux fois par mois, nous avons rapidement su tisser des liens de confiance avec les jeunes. Leur intérêt et leur engagement se traduisent notamment par le fait que plusieurs d'entre eux demeurent après les ateliers pour poursuivre les échanges avec notre équipe, poser des questions et partager leurs propres expériences. Cette relation de confiance constitue une base précieuse pour nos actions de prévention et de sensibilisation — la preuve que rejoindre les jeunes, même avec des moyens limités, porte ses fruits.

Tout au long de nos années d'expertise, le MCVI a développé des outils de sensibilisation adaptés à différents publics. Plus qu'une simple éducation populaire, la sensibilisation est un levier essentiel dans la lutte contre les agressions sexuelles. Ce volet de notre mandat vise à combattre la culture du viol, dont les traces persistent dans toutes les sphères de la vie et de la société.





Nous voulons un monde où les femmes seront libérées de toute forme de discrimination et de violence — une violence trop souvent nourrie par les mythes et les préjugés.

Le MCVI est régulièrement sollicité pour offrir des ateliers de formation ou de prévention, ou pour participer à des conférences, colloques et séminaires. Des organismes communautaires ainsi que des institutions d'enseignement collégial ou universitaire font également appel à nous pour tenir des tables d'information. Par ailleurs, nos travailleuses sont fréquemment appelées à offrir des ateliers de sensibilisation à des femmes immigrantes et réfugiées, ainsi qu'aux organismes qui travaillent auprès d'elles.

Un enjeu important mérite d'être souligné : lors des séances de formation, de sensibilisation ou des kiosques tenus par le MCVI, nos intervenantes sont de plus en plus souvent témoins de dévoilements d'agressions. Face à cette réalité, elles doivent être prêtes à intervenir sur-le-champ, avec justesse et sensibilité.

Les ateliers suivants ont été offerts en 2025-2026, à la demande de divers partenaires :

- 4 kiosques Pour les 16 jours d'action contre la violence envers les femmes-**300** personnes
- 2 kiosques pour la Semaine pour la santé mentale des jeunes - **200** jeunes
- Discussion Maison des jeunes de Saint-Léonard- **30** jeunes
- Présentation et discussion La Maison d'Haiti -**40** femmes

FORMATIONS DONNÉES : ✨

— *Transmission · sensibilisation · mobilisation*

- Journée de formation sur les **violences sexuelle** en Coop. Intl. Avec l'organisme Alternative

50 personnes rejointes

- Formation **Calacs Estrie**

- Présentation aux membres du RAFIQ « Savoir **agir et combattre les violences sexuelles** envers les femmes immigrantes

50 personnes rejointes

- Présentation sur la **traite sexuelle des femmes immigrantes** au consulats de Mexique, Nicaragua et El Salvador et des avocats en immigration du cabinet Semperlex

30 personnes rejointes

- Entrevue et projet de recherche à des étudiant.e.s en travail sociale de l'UQAM sur **mariages forcés**



- Formation **Table intersectorielle en violence**

Salaberry Valleyfield

25 personnes rejointes

- Formation
Intervenantes/personnel
Maison des jeunes
de St-Léonard

10 personnes rejointes

- Formation pour
les **avocats du Barreau**

80 personnes rejointes

- Présentation Fondation Zenab Sangaré sur
notre travail auprès des femmes survivantes de l'excision

10 personnes rejointes



Un constat préoccupant : la montée du masculinisme chez les jeunes

Lors de nos séances de sensibilisation portant sur le masculinisme — abordé notamment à travers une vidéo suivie de questions posées aux jeunes — nous avons observé un fait saillant qui mérite d'être souligné. Le masculinisme est une idéologie qui reflète des attitudes et des discours maintenant les inégalités de genre. Ces inégalités persistent même entre les garçons, à travers le concept du « mâle alpha », celui qui commande seul son groupe.

Selon cette logique, les femmes sont considérées comme inférieures, et chacun se soumet selon son rang dans la hiérarchie du groupe.

Ces dernières années, nous constatons une augmentation préoccupante de propos masculinistes chez les jeunes, alimentée par la popularité de plusieurs influenceurs. Ces derniers véhiculent un discours qui encourage le contrôle de sa partenaire, justifiant cette domination comme étant « inscrite dans la biologie ».



Nous souhaitons sensibiliser les jeunes aux impacts de ce discours, afin de contrer une rhétorique toxique qui nourrit la culture du viol et qui peut mener jusqu'au féminicide. Rappelons que le féminisme n'est pas une quête de supériorité sur l'autre sexe ; il vise simplement l'égalité entre les genres et l'abolition de la violence basée sur le genre.

SUPERVISION

Une supervision ponctuelle a été offerte aux intervenantes. Il s'avère important d'assurer une supervision continue auprès des intervenantes du MCVI, notamment en raison de la complexité croissante des cas traités. L'augmentation des cas de violence sexuelle commise par des conjoints ou des partenaires a d'ailleurs constitué le sujet principal des échanges entre les intervenantes et la superviseuse. Un partenariat a été établi avec L'Escalier pour Elle afin de répondre à ce besoin, mais celui-ci demeure insuffisant face à la demande, ce groupe étant lui-même débordé par l'afflux de nouvelles demandes.



A horizontal, irregular watercolor cloud graphic in shades of purple, blue, and teal, serving as a background for the title text.

LUTTE, MOBILISATION ET CONCERTATION



LUTTE, MOBILISATION ET CONCERTATION

La défense des droits des femmes n'est pas une option : elle est au cœur de chaque geste d'intervention et de sensibilisation posé par le MCVI. Nous refusons de nous taire face aux violences sexuelles qui continuent de briser des vies, ici comme ailleurs. C'est pourquoi le MCVI s'engage sans relâche dans les lieux de représentation et de concertation, aux côtés de partenaires locaux, régionaux, nationaux et internationaux qui partagent notre combat.

Nous prenons la parole. Nous portons les débats. Nous restons à l'affût de chaque enjeu d'actualité pour faire entendre l'expertise du MCVI sur les agressions sexuelles et sur les réalités spécifiques vécues par les femmes immigrantes, réfugiées et à statut précaire. Parce que leurs voix comptent, et que leur silence ne doit jamais être confondu avec un consentement à l'injustice.



DOSSIERS LUTTE – MOBILISATION

Le MCVI occupe une présence active — et nécessaire — dans les lieux de concertation où se décide l'avenir des droits des femmes. Aux côtés de nos partenaires, à chacune de nos tables de représentation, nous portons haut et fort la lutte contre la violence sexuelle, en insistant sur les réalités particulières vécues par les femmes migrantes et les victimes d'exploitation sexuelle. Ces réalités ne peuvent plus être reléguées au second plan.

Que ce soit dans les groupes féministes ou dans ceux qui défendent les droits des personnes migrantes et réfugiées, l'équipe de travailleuses du MCVI est toujours là, sur le terrain, pour faire avancer concrètement les droits des femmes migrantes et réfugiées. Nous n'attendons pas que les choses changent : nous nous battons pour qu'elles changent.

PRINCIPAUX LIEUX DE CONCERTATION :

Cette année, le MCVI a maintenu sa présence dans plusieurs lieux de concertation, regroupés ici par types de lutte connexes aux agressions sexuelles ou par secteur :

- Table de concertation sur les agressions à caractère sexuel de Montréal
- Rebâtir
- Comité de vérification et d'observation intersectorielle des enquêtes en matière d'agression sexuelle (Comité VOIE)
- Coalition féministe contre la violence envers les femmes (CFVF)

TRAITE ET EXPLOITATION SEXUELLE

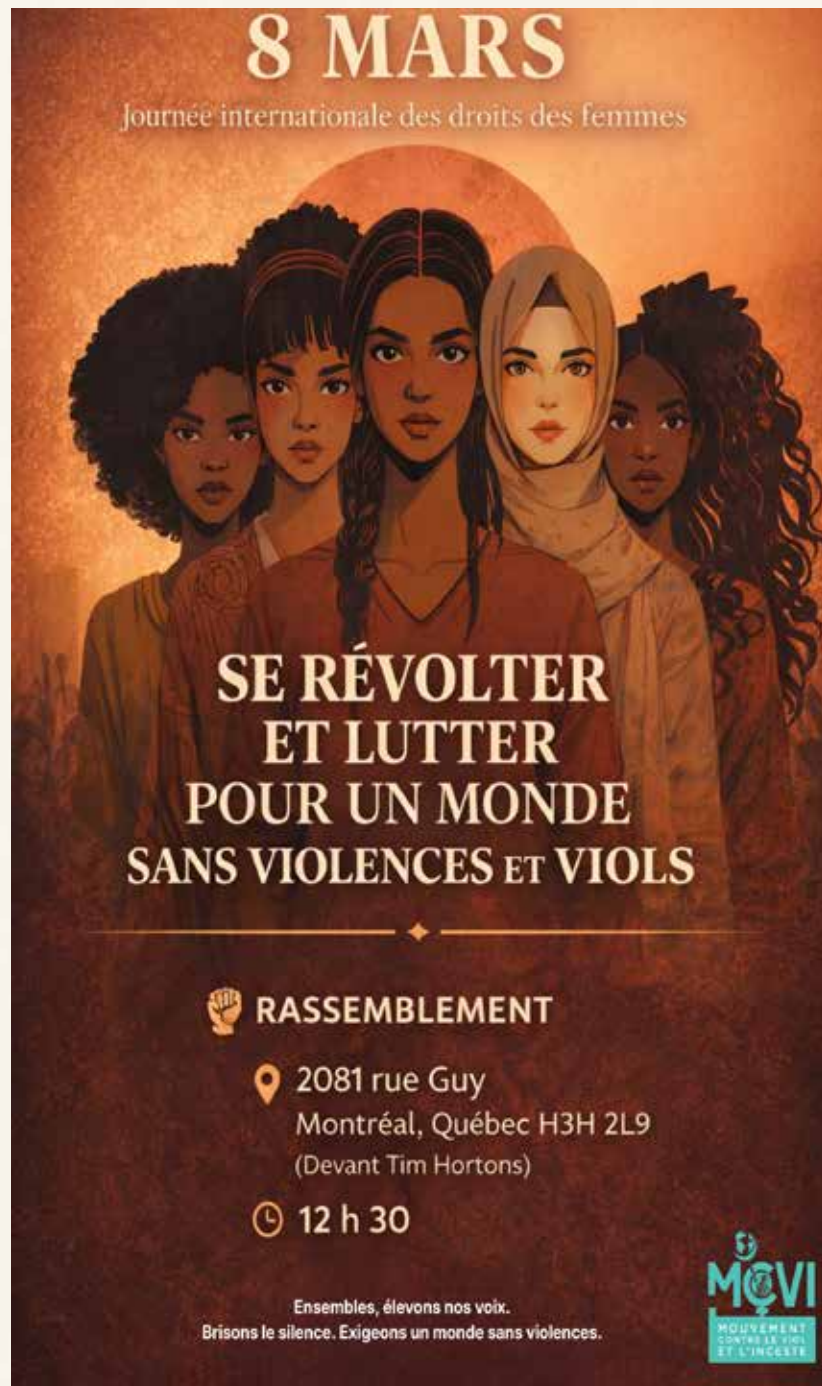
- Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle – La CLES / Comité justice
- Coalition québécoise contre la traite de personnes (CQCTP)

REGROUPEMENTS INTERSECTORIELS

- Table de concertation au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI)
- Conseil canadien pour les réfugiés (CCR)
- Comité 8 mars de Femmes de diverses origines
- Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal (RIOCM)
- Réseau d'action des femmes en santé et services sociaux (RAFSSS)

CONCERTATION COMMUNAUTAIRE DE VILLERAY

- Table du quartier Villeray-Parc-Ex
- Rapprochement interculturel de Villeray
- CDC Solidarités Villeray - Corporation de développement communautaire
- Collectif Bienvenue
- Clinique pour la justice migrante
- Clinique Solutions justes
- Médecins sans frontières
- La Maison bleue



AGRESSIONS SEXUELLES: INTERVENTION ET LUTTE

TABLE DE CONCERTATION SUR LES AGRESSIONS À CARACTÈRE SEXUEL DE MONTRÉAL

La TCACSM est un rassemblement régional d'organismes qui visent à promouvoir la cause des victimes d'agression à caractère sexuel, à développer des liens permettant de faciliter les contacts lors de situations particulières, à échanger sur des stratégies ou des demandes communes en lien avec les orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle. Ce groupe se compose de représentantEs des services communautaires d'aide et de suivi, des intervenantEs de la DPJ et du système judiciaire (policiers, procureurs de la couronne, etc) et d'intervenantEs du réseau de la santé.

Notre participation à cet espace de représentation nous force à poser une question fondamentale : nos dynamiques de lutte actuelles ont-elles encore un réel impact ? Trop souvent, le processus de revendication des droits des femmes s'y trouve réduit à une simple vitrine de projets — un exercice de vitrine où l'on partage de l'information, mais où l'on fuit l'analyse de fond et la posture critique pourtant essentielles pour faire réellement avancer les droits des femmes survivantes de violences sexuelles, ici comme dans toute la province.

Sans débats de fond, ces rencontres perdent leur sens. Elles ne permettent plus ni le dialogue productif, ni la prise de position politique ferme face aux violences systémiques, ni le ressourcement dont nos participantes ont tant besoin. Nous refusons de nous contenter de forums où la parole se substitue à l'action.

5 rencontres ont eu lieu ainsi que des présentations portant sur :

- Planification annuelle : Présentation sur le membership par le comité de coordination de la Table de concertation.
- Traitement des dossiers d'agression sexuelle au LSJML.
- L'aide financière d'urgence, LAFU
- Jugement sur la stérilisation forcée
- Les Service intégrés en violence conjugale et en violence sexuelle pour la région de Montréal

CALACS DE MONTRÉAL

Une seule rencontre a eu lieu cette année avec les Calacs de Montréal.





RÉBÂTIR

Créé à partir de la Stratégie gouvernementale (2022-2027) Contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance. Rebâtir est une clinique juridique, sans frais, qui découle des recommandations gouvernementales. Rebâtir offre un service de consultation juridique pour les femmes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale.

C'est une ressource importante pour les femmes : plusieurs cas ont été traités conjointement avec le groupe de Rebâtir. Cette ressource est très appréciée par les femmes et aussi par les travailleuses du MCVI.

Durant l'année courante, les deux partenaires ont échangé plusieurs références.

COMITÉ DE VÉRIFICATION ET D'OBSERVATION INTERSECTORIELLE DES ENQUÊTES EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE (COMITÉ VOIE)

Le Comité VOIE de la Sûreté du Québec a pour mandat de réviser les dossiers de plaintes non retenues par la police — un mandat crucial, puisque chaque dossier écarté représente une femme qui n'a pas été crue. Ce comité rassemble différents acteurs du terrain : policiers, intervenantes, procureurs et autres.

Cette année, le comité s'est réuni à quatre reprises. Son influence commence à porter fruit : une analyse plus fine de la violence sexuelle, une meilleure compréhension des failles du système, et des changements de comportement qui s'amorcent, tant chez les victimes que chez la police elle-même. C'est un pas dans la bonne direction — mais ce n'est qu'un début.

Notre mandat exige que nous veillions particulièrement au sort des femmes migrantes, et sur ce front, le travail est loin d'être terminé. Nous exigeons des efforts concrets pour rejoindre ces femmes trop souvent invisibilisées par le système — leur accès à la justice ne peut plus attendre.

COALITION FÉMINISTE CONTRE LA VIOLENCE ENVERS LES FEMMES (CFVF)

Cette coalition est une alliance regroupant des organismes communautaires engagés dans la lutte contre la violence envers les filles et les femmes partout au Québec plusieurs actrices du mouvement féministe met l'emphase sur des préoccupations et des revendications propres à l'enjeu de la violence faite aux femmes.

Le rôle du MCVI, dans cette coalition, est de rappeler et de mettre en évidence les enjeux spécifiques des femmes immigrantes.

AGRESSIONS SEXUELLES ET IMMIGRATION

TABLE DE CONCERTATION DES ORGANISMES AU SERVICE DES PERSONNES RÉFUGIÉES ET IMMIGRANTES (TCRI)

Le MCVI a participé à plusieurs rencontres de la TCRI, en tant que membre très actif et préoccupé des enjeux des personnes immigrantes et réfugiées. Cette année, la Loi C12 a été au cœur des échanges et des préoccupations partagées par les organismes membres. Le Comité d'accueil des demandeurs d'asile au Québec (ADAQ) a organisé des rencontres et des formations afin d'informer ses membres des enjeux de cette Loi. Des rencontres ont impliqué le MCVI de façon importante afin de se tenir à jour sur les changements à la Loi et informer à leurs tours les membres du MCVI.

Un léger changement se fait sentir en ce qui a trait à la question de la violence envers les femmes. Les organismes membres tant à Montréal comme en région se retrouvent sans moyens pour identifier et offrir des ressources aux femmes vivant la violence dans les différentes régions.

CLINIQUE POUR LA JUSTICE MIGRANTE

Le MCVI a bénéficié de plusieurs ateliers offerts par la CJM en lien avec la nouvelle procédure pour les demandeurs d'asile, soit le portail. Ces formations sont fort appréciées autant par les intervenantes du MCVI que par les femmes demandeuses d'asile qui assistent à nos rencontres.

TRAITE, EXPLOITATION SEXUELLE ET IMMIGRATION

LA CLES

La CLES porte la voix de la lutte contre l'industrie du sexe, une industrie qui exploite et déshumanise les femmes. Sa mission est claire et sans compromis : soutenir les femmes qui veulent sortir de la prostitution, transformer les mentalités et les pratiques, et mener l'action politique nécessaire pour que les choses changent réellement.

Le MCVI se tient fièrement aux côtés de la CLES, en tant qu'allié engagé, et participe activement à plusieurs comités en lien avec l'exploitation sexuelle. Nous portons cette lutte pour la justice des femmes dans la prostitution, convaincues qu'aucune femme ne devrait avoir à vendre son corps pour survivre.

COALITION QUÉBÉCOISE CONTRE LA TRAITE DE PERSONNES (CQCTP);

Cette coalition d'action rassemble plusieurs partenaires et alliés déterminés à combattre l'exploitation et la traite humaine — une force d'autant plus grande que de nombreux groupes de terrain s'y joignent. Ensemble, nous restons à l'affût des réalités changeantes de la traite et de l'exploitation, parce que comprendre ces enjeux en profondeur est la première étape pour les combattre efficacement.

REGROUPEMENTS INTERSECTORIELS

REGROUPEMENT INTERSECTORIEL DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DE MONTRÉAL (RIOCM) RÉSEAU D'ACTION DES FEMMES EN SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX (RAFSSS)

Ces deux entités représentent des lieux privilégiés d'information et de concertation du milieu communautaire. Le MCVI siège en tant que membre dans ces lieux de représentation afin de se maintenir informé sur les enjeux politiques et les enjeux de l'action communautaire autonome. Le MCVI assiste donc régulièrement aux rencontres du RIOCM et du RAFSSS.

CONCERTATION COMMUNAUTAIRE DE VILLERAY

CDC SOLIDARITÉS VILLERAY - CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

La CDC œuvre au niveau local pour améliorer la qualité de vie et le bien-être des communautés — un travail essentiel, dans un contexte où l'augmentation accablante des demandes de services de la part des nouveaux arrivants génère trop souvent un sentiment d'impuissance sur le terrain. Les CDC portent une variété de projets et d'initiatives pour répondre aux besoins réels des résidents : logement abordable, accès à l'éducation, et bien d'autres enjeux fondamentaux.

Le MCVI maintient une présence ponctuelle — non par manque de volonté, mais parce que le manque criant de ressources et de personnel limite notre capacité d'action. Cette réalité, elle aussi, doit changer.

COMITÉ DE PRÉVENTION DE LA VIOLENCE DE LA TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE DE VILLERAY-PETITE-PATRIE

Le MCVI assiste aux rencontres de la Table de concertation Jeunesse de Villeray-Petite-Patrie. Cette présence nous permet de maintenir un contact direct avec les écoles du quartier et d'y être invitées pour tenir des kiosques — une porte d'entrée essentielle pour rejoindre les jeunes là où ils sont, avant même que la violence ne s'installe dans leur vie.

Suite à une demande de service de l'École Lucien-Pagé, plusieurs jeunes de cet établissement nous ont sollicités, majoritairement des jeunes issus de la diversité et des classes d'accueil. Cette réalité confirme ce que nous savons déjà : les jeunes issus de l'immigration ont besoin d'un accès accru à nos services, et nous entendons continuer à répondre présentes.

Cette table nous permet également d'échanger avec les différents organismes du quartier qui œuvrent

auprès des jeunes — une occasion précieuse d'approfondir notre compréhension des enjeux et des réalités vécues par les jeunes du quartier. La Table agit à la fois comme un espace de partage des activités à venir et comme un véritable cercle de revendications pour les organismes du quartier, unis pour faire entendre leurs besoins et leurs demandes.

ALLIANCES PANCANADIENNES ET INTERNATIONALES

CONSEIL CANADIEN POUR LES RÉFUGIÉS (CCR)

La défense des droits des personnes migrantes et réfugiées est au cœur même de la mission du CCR. Au fil des ans, nous avons tissé des liens solides avec cet organisme, unies par une même conviction : personne ne devrait avoir à fuir la persécution pour se heurter à l'indifférence.

Le MCVI intervient principalement sur l'avancement juridique des causes liées aux demandeuses d'asile et aux réfugiées. Le CCR agit comme un véritable espace de mobilisation et de réflexion sur les enjeux et les faits d'actualité touchant la réalité des demandeurs d'asile et des réfugiés au Canada. Ce conseil se montre aussi extrêmement réactif face aux changements de politiques qui menacent les droits des réfugiés — une vigilance indispensable dans un contexte où ces droits sont constamment remis en question.



Nous avons été présentes aux groupes de travail de **Protection au Canada** :

Le Groupe de travail Protection au Canada offre un espace pour échanger de l'information, réseauter et bâtir des prises de position politiques fortes sur la protection des demandeurs du statut de réfugié, à toutes les étapes de leur parcours. Cela inclut :

- l'accès à l'asile au Canada;
- le système de détermination du statut de réfugié;
- les recours après la détermination;
- la réunification familiale;
- la détention;
- les renvois;
- la régularisation des personnes au statut précaire au Canada.

Pour 2026, le groupe de travail concentre ses forces sur trois priorités :

- **L'accès à la procédure de demande d'asile**, incluant la lutte contre l'Entente sur les tiers pays sûrs et les autres mesures qui referment la porte du statut de réfugié;
- **La campagne « Asile dans la dignité »** (logement, aide juridique, services d'installation, centres d'accueil, processus initiaux);
- **Le soutien public aux demandeurs d'asile et aux migrants**, pour contrer les discours de haine et d'exclusion.

Le traitement des demandes d'asile demeure également une priorité interne pour notre organisme.

ALLIANCE INTERNATIONALE DES MIGRANTS (IMA)

Du 24 au 26 octobre 2025, le MCVI s'est joint à la 6^e Assemblée générale mondiale de l'International Migrants Alliance (IMA), tenue à Katmandou, au Népal. Fondée en 2008, l'IMA est la toute première alliance mondiale rassemblant des migrants,

réfugiés et personnes déplacées organisés à la base. Cette assemblée a réuni 164 participantes et participants provenant de 28 pays, représentant 125 organisations ancrées dans les luttes migrantes à travers le monde — dont 44 nouvelles organisations tout juste admises au sein de l'alliance, incluant huit du Canada.

Ce rassemblement a été une démonstration éclatante que les personnes migrantes constituent une force avec laquelle il faut désormais compter. Comme le rappelle la devise même de l'IMA : le temps où d'autres parlaient en leur nom est révolu — elles parlent maintenant pour elles-mêmes.

Les discussions ont mis en lumière une réalité trop souvent ignorée : la migration contemporaine n'est pas un choix, mais le produit d'un système mondial d'exploitation qui broie les communautés par la guerre, l'ingérence étrangère, la répression, le militarisme et le pillage économique. Les délégations ont aussi souligné à quel point le discours anti-immigration montant au Canada contredit son image d'ouverture — des politiques qui font des personnes migrantes racisées des boucs émissaires commodes pour la crise du logement et de l'emploi, pendant que le pays continue de profiter d'une main-d'œuvre migrante sous-payée.

Des violences spécifiques, trop souvent invisibles

Le MCVI a participé à une journée de rencontre entièrement dédiée aux enjeux vécus par les femmes migrantes, réunissant des participantes de nombreux pays. Ce qui s'en dégage est glaçant : partout dans le monde, les femmes migrantes subissent des violences multiples et imbriquées, qui restent largement invisibles aux yeux des systèmes censés les protéger.

Ces femmes fuient parfois des conjoints violents ou des réseaux de traite, traversent plusieurs frontières où elles sont exposées à la violence économique et psychologique, tout en devant composer avec l'urgence du logement et de la survie immédiate — reléguant trop souvent la violence subie au second plan. S'ajoutent à cela la violence numérique et les campagnes haineuses en ligne,

le harcèlement sexuel vécu par les travailleuses domestiques sans possibilité réelle de porter plainte, la violence financière exercée par les conjoints, ainsi que les viols qui ne peuvent être dénoncés en raison de la stigmatisation sociale.

Le poids du jugement social est immense : perçues comme responsables du bien-être financier de leur famille restée au pays, ces femmes sont jugées « en échec » si elles n'atteignent pas cet idéal — un fardeau que ne portent pas leurs homologues masculins, payés plus cher pour un travail égal. Plusieurs traversent aussi des traumatismes profonds liés à la migration elle-même, notamment des violences sexuelles subies dans des contextes de traite. Et parce que les intervenantes sociales manquent trop souvent de formation sur ces réalités spécifiques, ces femmes se retrouvent doublement abandonnées : par les systèmes qu'elles fuient, et par ceux censés les accueillir.

“Le temps où d'autres parlaient en leur nom est révolu — elles parlent maintenant pour elles-mêmes.” IMA.

Les rencontres ont aussi révélé combien les valeurs patriarcales continuent de priver ces femmes du contrôle sur leur propre corps, leur esprit et leurs revenus — que ce soit à travers des mariages arrangés, des unions de survie économique, ou le phénomène des « épouses par correspondance », où la dépendance totale envers le conjoint rend toute violence conjugale d'autant plus difficile à fuir. Enfin, la violence d'État complète ce tableau : plusieurs gouvernements profitent économiquement des remises migratoires tout en refusant d'assumer leur responsabilité envers les droits de ces femmes, qu'ils traitent trop souvent comme de simples marchandises.

Une vision commune pour l'IMA

Face à ce constat, les participantes ont porté une vision claire de ce que l'IMA doit devenir : un espace de solidarité intersectorielle entre travailleuses du soin, réfugiées et femmes migrantes, doté d'outils concrets — formations sur les violences basées sur le genre, mécanismes de reddition de comptes pour ses organisations membres, plateformes de communication permettant aux femmes migrantes de se connecter, de partager de l'information et de signaler les cas vécus.



Il a été résolu que l'IMA doit dénoncer sans compromis les violences qui persistent au sein même du mouvement migrant, mener des campagnes de mobilisation dans les grandes villes comme dans les régions rurales d'où proviennent tant de travailleuses migrantes, et inclure explicitement les enjeux liés aux personnes de diversité de genre et d'orientation sexuelle. Une chose est claire : la lutte pour les droits des personnes migrantes ne peut être véritablement libératrice que si elle place les femmes, et les violences spécifiques qu'elles subissent, au cœur de son combat.

Pour le MCVI, cette participation réaffirme une conviction fondamentale : la défense des droits des femmes immigrantes et réfugiées ne peut se penser qu'à l'échelle internationale. Nos luttes locales s'inscrivent dans un mouvement mondial de résistance — et nous entendons continuer d'y prendre notre place, aux côtés de celles et ceux qui refusent que le profit prime sur la dignité humaine.

ALLIANCE INTERNATIONALE DES FEMMES (IWA);

L'International Women's Alliance (IWA) est une alliance mondiale anti-impérialiste, rassemblant des organisations, institutions, réseaux et individus militantes, ancrées dans les communautés, toutes engagées dans la lutte pour la libération nationale et sociale ainsi que pour l'égalité des genres.

Nous partageons un même objectif : libérer les femmes de l'oppression et de l'exploitation historiques, et bâtir un système alternatif fondé sur une démocratie véritable, la liberté, la justice, l'égalité et la paix. Nous aspirons à une société qui reconnaît, promeut et protège les droits et les intérêts des femmes — une société débarrassée de toute forme de discrimination et de violence à leur égard.

Nous nous engageons à intensifier les luttes locales et les campagnes contre l'impérialisme et le capitalisme, à renforcer la solidarité internationale, et à contribuer à la lutte des peuples pour la libération nationale, la souveraineté et l'autodétermination.

Le MCVI s'implique au sein de l'IWA parce que nous refusons de penser nos luttes en vase clos. Les violences vécues par les femmes d'ici — qu'elles soient migrantes, réfugiées ou nées au pays — s'inscrivent dans les mêmes rapports de pouvoir patriarcaux et capitalistes qui frappent les femmes partout dans le monde. En tissant des liens avec des mouvements de femmes d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et d'ailleurs, nous acquérons des outils d'analyse et des stratégies de mobilisation qui enrichissent directement notre travail sur le terrain, ici même au Québec.

Ces expériences internationales nous forcent aussi à garder un regard critique sur nos propres angles morts : elles nous rappellent que la lutte contre les violences faites aux femmes ne peut être dissociée des enjeux de racisme systémique, de colonialisme et d'exploitation économique qui traversent notre propre société. En confrontant ces réalités à l'échelle mondiale, nous revenons chez nous mieux outillées pour nommer, dénoncer et combattre ces mêmes injustices dans nos structures locales — que ce soit dans le système de justice, les services sociaux ou les politiques d'immigration qui touchent directement les femmes que nous accompagnons.

COMITÉ 8 MARS DE FEMMES DE DIVERSES ORIGINES

Le MCVI a participé activement à la marche du 8 mars. Notre travailleuse représentant l'organisme en a toutefois profité pour soulever une question incontournable : Femmes de diverses origines (FDO) semble s'éloigner des enjeux locaux et de la lutte contre la violence faite aux femmes.

Nous constatons que la question de la guerre, bien que légitime et importante, en vient à occuper une place démesurée au sein de certains regroupements — au point d'éclipser des enjeux fondamentaux comme la violence faite aux femmes, les féminicides et les lois d'immigration qui précarisent directement les femmes migrantes. Nous refusons que ces luttes soient reléguées au second plan : la violence sexiste continue de tuer et de briser des vies ici même, et elle mérite une place centrale, pas résiduelle, dans nos mobilisations collectives.



STATISTIQUES DES DEMANDES DE SERVICES ET ACTIVITÉS



2025 - 2026

*Nombre total d'appels reçus
par les différents services*

11053 appels

*Nouvelles demandes
de service*

342 femmes ayant bénéficié
de services directs

*Intervention
individuelle*

209 nouvelles demandes

*1836 heures
d'intervention
de groupe*

3 groupes multi francophone
3 groupes FIRSS
1 groupe multi-Anglophone
2 groupes FSS
11 Cafés 3D
2 groupe (comprendre
la demande d'asile)

*Accompagnement cour
d'immigration (les
heures consacréesaux
rapports sont inclus)*

453 heures

*Heures
bénévolat*

1480 heures



féministes
À BOUTTE



PLAN TRIENNAL MCVI

2027-2030 - PRÉSENTATION

Le MCVI reconduit sur trois ans (2027-2030) l'ensemble de ses services actuels, financés par le Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC) du Ministère de la Santé et des Services sociaux.

Ce plan couvre les trois volets d'intervention du MCVI (Aide directe, Sensibilisation, Prévention et formations, Lutte et concertation, et la Traite) sans reposer sur un financement de projet non garanti.

Les trois volets et la traite

Volet	Engagement 2027-2030
1. Aide directe	- Maintien intégral des services d'intervention et d'accompagnement (psychosocial, judiciaire, immigration)
- Traite	- Poursuite du travail spécialisé, appuyé sur plus de 10 ans d'expertise
2. Sensibilisation, Prévention et formations	- Ateliers en milieu scolaire et communautaire avec les ressources existantes - Activités publiques et présence médiatique ponctuelles
3. Lutte et concertation	- Participation active aux tables de concertation déjà établies

Impact des projets comme possibilité de développement

Deux projets en démarches, distincts du plan de base, bonifieraient significativement la portée du MCVI.

Ensemble, ces deux projets feraient passer le MCVI d'une offre essentiellement montréalaise à une présence au Québec, sans alourdir la base récurrente du PSOC.

VIE ASSOCIATIVE ✨

Au-delà de l'intervention et de la représentation politique, le MCVI cultive une vie associative vivante, ancrée dans la solidarité concrète avec les femmes qui fréquentent nos services. Cette solidarité prend forme à travers des activités récréatives et d'éducation populaire, des cafés informatifs sur leurs droits, ainsi que des campagnes de mobilisation où travailleuses et membres s'engagent côte à côte, sans hiérarchie entre celles qui accompagnent et celles qui sont accompagnées.

Parce que la lutte contre les violences faites aux femmes ne se mène pas seulement dans les bureaux ou les tables de concertation — elle se construit aussi dans ces espaces de rencontre, d'échange et d'apprentissage collectif, où chaque femme devient actrice de son propre pouvoir d'agir.

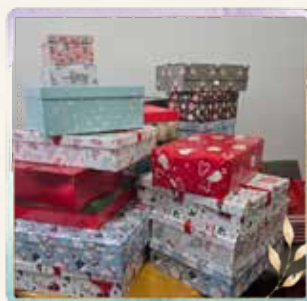
*la lutte contre les violences faites aux femmes
ne se mène pas seulement dans les bureaux
ou les tables de concertation — elle se
construit aussi dans ces espaces de rencontre,
d'échange et d'apprentissage collectif, où
chaque femme devient actrice de son propre
pouvoir d'agir.*



✦ Entrée scolaire



✦ Fête de fin d'année



 Pique-Nique 2026



✦ Paniers de Noël



✦ Autres événements



Affiches événements



Réseau d'action pour l'égalité des femmes immigrées et racisées du Québec

webinaire

"SAVOIR, AGIR ET COMBATTRE LES VIOLENCES SEXUELLES ENVERS LES FEMMES IMMIGRANTES"

Date : Jeudi 25 septembre 2025
Heure : 12h00 à 13h30
Format : En ligne

Intervenante
Vicky Zois
Coordonnatrice et intervenante psychosociale au MCVI

MCVI MOUVEMENT CONTRE LE VIOLENT ET L'INJUSTE

DEVIENS MILITANTE!

REJOINS LE COMITÉ MILITANTES DU MOUVEMENT CONTRE LE VIOLENT ET L'INJUSTE

- FAIS PARTIE DU CHANGEMENT REPRENDS TON POUVOIR
- TRANSMETTES TES CONNAISSANCES ET TON AFFECTION À D'AUTRES FEMMES

QUAND : LE 20 JUILLET DE 18H30 À 19H00

CONTACTS-NOUS POUR PLUS D'INFORMATION
mouvement.org 514-278-0383

20 JUIN JOURNÉE MONDIALE DES RÉFUGIÉS

Journée mondiale des réfugiés. Le Canada un pays d'accueil. Conservons nos valeurs.

En cette journée mondiale des réfugiés, le MCVI se penche sur la situation précaire des réfugiés et nous rappelle que derrière chaque réfugié se trouve une personne qui possède ses propres talents et ses propres valeurs.

Des témoignages des nos femmes venues d'autres pays qui nous racontent leur expérience de la vie au Canada et leur espoir de construire un avenir meilleur pour elles-mêmes et leurs familles.

On sait comment la femme d'accueil accueille les réfugiés et les réfugiés venus d'autres pays ont souvent une expérience qui leur permet de contribuer à la société et de leur foyer.

NO TE PIERDAS EL SHOW DE RADIO TET

HOY, 15 DE MAYO!
MANTENTE EN SINTONIA! ESCUCHA A CILIA BARRERO DEL MCVI EN LA RADIO

La Voz de los Trabajadores Extranjeros Temporales en Canadá

ESCANEAR PARA EDUCAR — LINK EN LA BIO.

LE MCVI SE JOINT À LA MOBILISATION

MARCHE DE LUTTE CONTRE LES FÉMINICIDES

SAMEDI 22 AOÛT 2026
9 H
PARC PAPIREAU - PARC FRÉDÉRIC-GAGNE

9 H — Départ de la marche au Parc Papineau pour le Parc Frédéric-Gagné. La marche aura lieu dans le sens du parc.

10 H — Arrivée au Parc Papineau. Prières de prier, de faire des vœux, de s'encourager, etc.

11 H — RASSEMBLEMENT (devant le parc)

MCVI MOUVEMENT CONTRE LE VIOLENT ET L'INJUSTE

MARCHE POUR LA VÉRITÉ ET LA RÉCONCILIATION JOURNÉE D'ACTION NATIONALE

30 SEPTEMBRE 2025

Le MCVI participe en solidarité avec le Foyer Pour Femmes Autochtones de Montréal, qui organise une marche pour la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation.

11h30 Rencontre au 8372 ave des Belges

12h Départ pour la marche

13h00 Rassemblement au Monument George-Étienne Cartier (avenue du Parc)

PORTEZ UN T-SHIRT ORANGE

MCVI MOUVEMENT CONTRE LE VIOLENT ET L'INJUSTE

8 MARS

Journée internationale des droits des femmes

SE RÉVOLTER ET LUTTER POUR UN MONDE SANS VIOLENCES ET VIOLS

RASSEMBLEMENT
2081 rue Guy
Montréal, Québec H3H 2L9
(Devant Tim Hortons)
12 h 30

Éducation, dialogue, non-violence. Brisons la violence. Engageons un monde sans violence.

MCVI MOUVEMENT CONTRE LE VIOLENT ET L'INJUSTE



Canadian Council
for Refugees
Conseil canadien
pour les réfugiés



TCRI

Table de concertation
des organismes au service
des personnes réfugiées
et immigrantes



IWA

INTERNATIONAL
WOMEN'S ALLIANCE



Rebâtir



RAF
SSS

